

Chapitre 5

Le partage des savoirs communautaires :

Le cas du CDÉACF¹

Christina Haralanova, Stéphane Fauteux et Stéphane Couture

Ce chapitre présentera le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF). La mission du CDÉACF est d'être un carrefour d'échanges et un espace d'expression qui a pour fonction de collecter, diffuser, promouvoir et rendre accessibles, en français, les savoirs et savoir-faire des milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada. Le CDÉACF est ainsi reconnu pour la qualité et la diversité de ses services et joue un rôle rassembleur pour les groupes communautaires et féministes, autant au Québec qu'ailleurs dans la Francophonie. Il dispose d'un important fonds documentaire qui est bonifié chaque année par une collaboration et une pratique de communication soutenues avec ses membres, partenaires et bénéficiaires. Au contraire des autres groupes présentés dans ce livre, la mission du CDÉACF n'est pas d'abord tournée vers les technologies de l'information et Internet. En effet, la plus grande partie de ses collections repose sur des supports matériels plutôt que numériques. De même, la collecte de documentation se fait la plupart du temps de façon manuelle, en prenant appui sur les contacts personnels des employées² de l'équipe, méthode toujours considérée comme la plus efficace. Depuis quelques années cependant, le CDÉACF s'est résolument tourné vers l'usage des technologies de collaboration numériques pour rendre ses collections plus accessibles, soutenir la collaboration entre ses partenaires, et outiller des groupes de femmes et des groupes communautaires vis-à-vis des possibilités et contraintes de l'ère numérique. En particulier, l'usage de logiciels libres permet de faire fonctionner plusieurs sites Web et listes de discussion en ligne qui constituent aujourd'hui des points de collaborations importants pour le mouvement féministe québécois. Le CDÉACF favorise d'ailleurs de plus en plus les licences

1 Ce texte s'appuie sur le compte-rendu d'une observation ethnographique participante menée par Stéphane Fauteux (adjoint de recherche au LabCMO), Maryse Rivard (agente aux communications du CDÉACF), et avec la collaboration de Sharon Hacket (agente de développement Internet et alphabétisation du CDÉACF). Voir Fauteux et Rivard (2007). Nous souhaitons également remercier Maryse Rivard pour les multiples relectures de ce chapitre.

libres et ouvertes pour actualiser un aspect important de sa mission, celui d'un accès démocratique à la connaissance.

Nous tenterons dans ce texte de présenter les activités du CDÉACF en insistant sur les pratiques technologiques qui y sont instituées. Comment le CDÉACF organise-t-il son mode de travail pour devenir un centre d'importance en matière de ressources pour les organismes communautaires? Quelle est la place des technologies de l'information dans l'accomplissement de sa mission? Les idées développées dans le monde du logiciel libre contribuent-elles au fonctionnement de cet organisme? Nous tenterons de répondre à ces questions dans ce chapitre qui se divisera en deux parties. Nous procéderons brièvement l'historique, les collections documentaires et les champs d'interventions du CDÉACF. Nous nous attarderons ensuite aux pratiques de collaborations et à l'usage des technologies de l'information au sein de l'organisme.

5.1 Le CDÉACF: historique, collections et champs d'intervention

Le CDÉACF se distingue des organismes à l'étude dans ce livre, notamment Koumbit (chapitre 6) et Île sans fil (chapitre 7), par son caractère beaucoup plus institutionnalisé et nettement orienté vers la condition féminine. C'est en 1983 que l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) et le Relais-Femmes de Montréal décidèrent de fusionner leurs centres de documentation pour former un centre spécialisé en éducation des adultes et en condition féminine. Au coeur de cette fusion, on retrouvait une préoccupation pour la conservation et la diffusion de la documentation qui avait déjà été rassemblée par ces organismes. Plus fondamentalement, on retrouvait une volonté de préserver la mémoire des groupes communautaires et de faire connaître leur expertise. Le CDÉACF est aujourd'hui un organisme à but non lucratif (OBNL) qui compte plus de trois cents membres représentant ses trois champs d'intervention de l'alphabétisation, de l'éducation des adultes et de la condition féminine. Ces membres, individuels ou corporatifs, proviennent des différentes régions administratives du Québec, ainsi que de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Ils sont principalement des organismes à but non lucratif, incluant plusieurs organisations de femmes mais aussi certains organismes publics ou para-publics. À cela s'ajoutent de nombreux partenariats avec des associations canadiennes et européennes s'intéressant à la condition féminine et l'alphabétisation. Dans son rapport annuel 2006-2007, le CDÉACF affirme ainsi avoir rejoint près de quinze mille individus desservis sur place et à distance, et recense vingt-huit mille documents téléchargés depuis son

catalogue documentaire en ligne (CDÉACF, 2007, p. 4, 13).

La plus grande contribution du CDÉACF auprès du milieu communautaire québécois est sans doute son fonds documentaire qui compte environ 100 000 unités. La plus grande partie de cette documentation est produite et mise à disposition par les organismes communautaires. Elle porte sur l'action communautaire, l'alphabétisation, la condition féminine, l'éducation des adultes ainsi que sur les technologies de l'information et des communications (TIC). Chacune des collections inclut des documents physiques (livres, périodiques, rapports de recherche, enregistrements vidéo et sonores) et des documents électroniques en texte intégral. La documentation que recueille le CDÉACF est souvent qualifiée de *littérature grise*, dans ce sens qu'elle est difficile à retracer parce qu'elle n'emprunte pas les circuits classiques de distribution. C'est cette littérature grise qui donne aux collections du Centre leur originalité.

Tableau 5.1: Le CDÉACF en quelques chiffres
(tableau tiré de CDÉACF 2007, p. 13)

Sites web

Catalogue (<http://catalogue.cdeacf.ca>) : 2819625 visites et 2893355 notices consultées
NetFemmes (<http://netfemmes.cdeacf.ca>): 649926 visites
Espace Alpha (<http://espacealpha.cdeacf.ca>): 289 092 visites
Bibliothèque virtuelle (<http://bv.cdeacf.ca>) : 147843 visites
CDÉACF (www.cdeacf.ca) : 48000 visites
ÉFA (<http://education.cdeacf.ca>) : 22553 visites
RÉCRAF (<http://recraf.cdeacf.ca>) : 2 292 visites
RÉFA (<http://refa.cdeacf.ca>) : 880 visites

Bulletins et listes

Bulletin NetFemmes : 1050 abonnements
Espace Alpha hebdo : 566 abonnements
Pour voir plus loin : 299 abonnements
RÉCRAF info : 253 abonnements
Bulletin ÉFA : 196 abonnements
Liste Pratiques : 360 abonnements
Liste Sympa : 299 abonnements
Liste NetFemmes : 670 abonnements
Liste Politic : 142 abonnements

Courriels

20000 courriels reçus, dont environ 3 500 demandes d'informations diverses non documentaires, y compris des demandes d'informations sociales et techniques
Envoi d'offres d'emplois : 1100 abonnements

Services à distance

Trousses : 144 organismes desservis et 345 prêts
Minibibliothèques : 97 organismes desservis et 148 prêts
10 organismes participant aux projets de création et de rafraîchissement des minibibliothèques

Formation

206 personnes de 7 régions différentes

L'ensemble des collections documentaires du CDÉACF fait l'objet d'une attention particulière de la part des membres et des bénéficiaires de l'organisme. Ce processus de collecte, de traitement et de rediffusion de l'information, souvent qualifié de *veille informationnelle*, permet d'intégrer au Catalogue documentaire et à la Bibliothèque virtuelle du CDÉACF, un nombre toujours plus grand de productions et de matériaux produits par et à propos du milieu communautaire québécois³. Ainsi, le CDÉACF acquiert, traite et rend disponibles plus de 3 000 nouveaux documents par année. Bien que cette veille informationnelle s'appuie fortement sur l'usage des TIC, les membres de l'équipe soulignent toutefois que ce processus s'effectue en grande partie de façon manuelle en mettant à profit le réseau social des employées (Fauteux et Rivard, 2007, p.38-39). Pour systématiser ce processus, le rapport stratégique 2004-2008 recommandait d'ailleurs de développer une politique de veille de façon à mieux organiser et rendre accessible la documentation contenue dans ses collections (CDÉACF 2005a). Les collections du CDÉACF ainsi que ses différentes activités sont organisées selon trois champs d'interventions que nous présenterons maintenant : la condition féminine, l'alphabétisation et l'éducation aux adultes.

5.1.1 L'alphabétisation

Dans le domaine de l'alphabétisation, le CDÉACF met à la disposition du milieu communautaire plus de six mille notices documentaires et près de deux mille ressources pédagogiques, que l'on retrouve au sein de la *Collection Alpha*⁴ et de la *Collection IFPCA*⁵. Ces notices sont regroupées dans deux banques : l'une s'adresse aux formatrices et comprend plusieurs thèmes tels que l'utilisation pédagogique de l'Internet pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie, l'éducation à la citoyenneté et aux médias ; l'autre diffuse des ressources aux apprenants en fonction de divers centres d'intérêt, ou encore donne accès à des jeux qui favorisent différentes méthodologies (Fauteux et Rivard, 2007, p.21).

L'Espace Alpha a été conçu en 1997, en collaboration avec la direction de la formation générale des adultes du Ministère de l'Éducation du Québec. Ce projet visait à mettre en commun

3 On y retrouve par exemple le rapport « Un monographie de Communautaire », produit par notre équipe (Proulx et Lecompte 2006) :

<http://catalogue.cdeacf.ca/RecordBV.htm?idlist=1&record=19175695124919938779>

4 Source : Collection Alpha, http://www.alpha.cdeacf.ca/les_documents/

5 La Collection IFPCA : http://www.alpha.cdeacf.ca/les_documents/productions.php

les ressources en alphabétisation à l'échelle de la francophonie, ressources qui devenaient de plus en plus imposantes. L'Espace Alpha se veut un lieu d'échanges, mais aussi un espace de formation en ligne qui invite au partage de l'information et des expériences susceptibles de favoriser une plus grande appropriation, ainsi que le travail collaboratif entre formateurs et apprenants. Il permet de mettre en relation les organismes d'alphabétisation en fournissant leurs coordonnées complètes et donne accès à un répertoire de sites spécialisés dans l'usage des technologies de l'information en éducation et en alphabétisation. L'Espace Alpha est constitué d'un portail Web, de catalogues documentaires, de logiciels spécialisés, de banques d'images, d'un forum de discussions et d'un calendrier partagé et, finalement, d'un ensemble d'exercices à visée pédagogique. L'Espace Alpha inclut également un accès à la collection de projets financés par le Programme des initiatives fédérales provinciales en matière d'alphabétisation (IFPCA). En 1995, le CDÉACF a ainsi reçu le mandat de collecter, conserver et diffuser les productions documentaires issues des IFPCA de même que les documents produits par les organismes communautaires canadiens francophones (Fauteux et Rivard, 2007, p.7).

Le rayonnement de l'Espace Alpha dépasse largement les frontières du Québec. Ainsi, en octobre 2005, le bulletin hebdomadaire de l'Espace Alpha (devenu depuis le bulletin *Horizon Alpha*) indiquait avoir franchi le cap de 600 abonnés provenant des différents continents : « au Québec, au Canada, en Belgique, au Burkina Faso, en France, au Luxembourg, au Mali, au Maroc, au Niger, en Polynésie Française, en Russie, au Sénégal et en Suisse » (CDÉACF, 2005c). L'Équipe du CDÉACF a également reçu en 2005 la visite de cinq délégations marocaines qui visitent régulièrement le site depuis. De même, en 2006 et 2007, plusieurs projets d'échange d'expertises en partenariat avec les principaux regroupements Belges comme *Lire et Écrire en Communauté française de Belgique*⁶ et le *Collectif Alpha*⁷.

5.1.2 L'éducation des adultes

« Chaque année au Québec, un million et demi d'adultes participent à des activités de formation et ce nombre est appelé à grandir d'année en année ».
-- <http://education.cdeacf.ca>

6 <http://www.lire-et-ecrire.be/>

7 <http://www.collectif-alpha.be/>

Les activités de formation des adultes poursuivent différents objectifs: perfectionnement professionnel, qualifications supplémentaires, alphabétisation, francisation, éducation citoyenne, développement de saines habitudes de vie, etc. Les adultes en formation peuvent ainsi participer à différents types d'apprentissage organisés dans un cadre structuré (formation formelle) ou intégré à des activités de la vie quotidienne (formation informelle). Qu'ils soient intéressés par une intégration plus satisfaisante au marché du travail ou par une meilleure compréhension du monde, les apprenants et apprenantes adultes améliorent ainsi leurs capacités à participer à la société et contribuent à l'enrichissement collectif. Comme résultat et en vue d'acquérir un autre type de savoir-faire ne faisant pas systématiquement l'objet de diplômes, les formations pour adultes peuvent aborder des problématiques sociales comme la prévention du suicide et le respect de l'environnement en milieu de travail.

Dans le cadre de ce même champ d'intervention, le CDÉACF a créé le *Fonds documentaire en formation professionnelle et technique*⁸ (FPT) et le site *Web Éducation et formation des adultes*⁹ (ÉFA). Ces dispositifs accessibles gratuitement par Internet permettent aux enseignants et apprenants de partager des ressources, de se rencontrer et de participer activement au développement du réseau. L'ÉFA est un espace de collaboration et d'interaction qui facilite l'échange des connaissances et d'expériences entre les adultes, ainsi que la création de nouveaux partenariats entre les différentes organisations. Le site regroupe cinq secteurs importants : les établissements d'enseignement, publics ou privés; le milieu communautaire et populaire; le marché du travail, incluant les syndicats, les entreprises et les formateurs indépendants; l'environnement politique et finalement; la sphère culturelle et sociale. Tous les intervenants issus de ces secteurs participent soit à la formation, à son financement ou à des activités de soutien à l'apprentissage, telles que l'orientation ou la reconnaissance des acquis. Le Fonds documentaire FPT comprend quant à lui approximativement 1 500 notices bibliographiques, dont une cinquantaine des périodiques. À cela s'ajoute la collection *ÉducAction*¹⁰ axée sur le développement et la transformation sociale et qui compte plus de 400 documents. Cette riche collection traite de sujets tels que l'accès à l'information, le bénévolat, la

8 <http://fpt.cdeacf.ca>

9 <http://education.cdeacf.ca>

10 <http://bv.cdeacf.ca/contenu.php?section=collections#7>

consommation, le développement social et communautaire, l'éducation, l'emploi et la formation, les handicaps physiques ou intellectuels, la jeunesse, le logement, la santé, etc. Ces ressources, créées généralement par le milieu communautaire et bénévole, sont accessibles dans les bureaux du CDÉACF sous forme de revues, vidéocassettes et cédéroms, mais également en ligne à partir de la *bibliothèque virtuelle*¹¹.

5.1.3 La condition féminine

Le CDÉACF est un pilier pour le mouvement féministe québécois, autant par sa collection documentaire que le soutien qu'il accorde aux groupes de femmes, en particulier en ce qui a trait aux technologies de l'information. L'appropriation des technologies de l'information et des contenus informationnels émanant de diverses sources est en effet devenue un défi pour les groupes de femmes au Québec (voir chapitre 9 de cet ouvrage). La plupart de ces groupes composent avec un minimum de ressources professionnelles et techniques et, face à une surabondance d'information, se retrouvent souvent fragilisés dans leur capacité à intervenir dans les débats publics. Le CDÉACF se préoccupe de ces questions en produisant et en rendant accessibles des documents destinés à soutenir les groupes de femmes et les organismes concernés par la condition féminine. Le CDÉACF a ainsi créé *La Collection F*¹², une collection en ligne et orientée vers la condition féminine qui comprend maintenant plus de 1 400 documents produits par des groupes communautaires et féministes depuis le milieu des années 60. Ces documents entièrement numérisés traitent de sujets liés au mouvement féministe tel que l'éducation des femmes, l'économie sociale, la famille, le féminisme, la prénatalité, la planification des naissances, les rapports entre les hommes et les femmes, la santé, la violence, les TIC pour femmes.

Différents projets visent à faciliter l'usage des technologies de l'information et de la communication par les groupes de femmes au Québec : formations sur des sujets spécifiques ou mise en place d'infrastructures informationnelles pour le mouvement des femmes. En 1999, un projet de formation à la création de sites Web a été lancé, qui était fait sur mesure pour les groupes de femmes en collaboration avec l'Université de Montréal. La formation *Diffuser sur le*

11 <http://www.bv.cdeacf.ca>

12 <http://bv.cdeacf.ca/contenu.php?section=collections#6>

Web a ainsi été offerte à 90 femmes de 12 régions du Québec (Jochems, Macnaughton-Osler et Laberge 2007, p.72). Ces formations permettaient aux participantes d'acquérir les connaissances minimales pour la création et la gestion de sites Web, d'initiation à l'Internet, etc.

En 1997, en partenariat avec le Groupe des Treize (la table de concertation des regroupements féministes québécois), le Centre a lancé le projet Internet au féminin qui a notamment favorisé la création de *NetFemmes*, un site interactif, dont l'objectif consistait à faciliter les communications entre les femmes des pays de la Francophonie (Jochems, Macnaughton-Osler et Laberge 2007, p.73). Ce projet cherchait à répondre au besoin, pour les groupes des femmes, de produire et diffuser des documents qui les concernent. Le répertoire du site NetFemmes comptait en octobre 2007 plus de six cents groupes et associations et plus de 200 sites Web féministes¹³. NetFemmes propose de nombreux dispositifs techniques comme un calendrier interactif d'événements, une rubrique d'offres d'emplois, un forum où sont publiés des nouvelles d'actualités, des listes de discussion ainsi qu'un bulletin en ligne. NetFemmes exprime ainsi le désir des groupes de femme de transformer l'Internet et l'intégrer à leurs activités et leurs revendications.

L'un des objectifs de la planification 2004–2008 est de créer des partenariats stratégiques afin d'améliorer l'offre de formation et mutualiser les coûts et les ressources (CDÉACF 2005a, p. 25). Des organisations comme Communautaire ont ainsi été ciblées comme partenaires potentiels et le Centre entend poursuivre ses démarches au cours des prochaines années. Outre sa présence dans le mouvement féministe et communautaire québécois, le CDÉACF contribue activement à établir des contacts avec d'autres groupes au sein des pays de la Francophonie et ailleurs dans le monde. L'organisme participe ainsi aux activités internationales de la Marche mondiale des femmes¹⁴ (MMF) qui mobilise plus de 5 000 groupes féministes de par le monde. Notons également sa participation à WomenAction¹⁵, un réseau mondial d'information dont l'objectif est de renforcer le pouvoir des femmes, en particulier dans le domaine des médias.

13 Source: http://netfemmes.cdeacf.ca/de_netfemmes/apropos.php (consulté le 2 octobre 2007)

14 <http://www.marchemondiale.org>

15 <http://www.womenaction.org>

5.2 Pratiques collaboratives, partage du savoir et technologies de l'information

L'appropriation de certains dispositifs techniques facilite le travail et favorise l'émergence d'un espace collaboratif au sein de l'organisation et entre les partenaires et groupes cibles. Plusieurs dispositifs de communication en ligne sont utilisés quotidiennement afin de construire des liens entre les groupes communautaires et répondre à leurs demandes spécifiques. De plus, le CDÉACF organise des formations spécialisées et propose plusieurs services directement reliés aux technologies de l'information. Le logiciel libre et les licences libres de documentation occupent également une place importante.

5.2.1 La construction d'un Internet communautaire

Les sites Web constituent des ressources importantes d'information et de communication pour le CDÉACF. Le Centre dispose de plusieurs sites (voir tableau 5.1) donnant accès à des ressources documentaires dans ses différents champs d'intervention. Ces sites sont d'un grand intérêt : au cours de la période 2006-2007, on constate ainsi près de trois millions de visites pour le site donnant sur le seul catalogue du CDÉACF (voir tableau 5.1). Le CDÉACF héberge également les sites de plusieurs organismes membres et leur offre des conseils et de l'accès à des ressources Internet. La plupart de ces sites ont été élaborés pour permettre aux bénéficiaires, membres et partenaires de publier leur propre contenu et ainsi diffuser leurs annonces, actualités et événements. L'utilisation d'un logiciel interactif de gestion du contenu (*CM Simple*¹⁶) permet aux organismes à but non lucratif d'entretenir leur propre site Web sans avoir à y consacrer trop d'énergie et de ressources techniques.

En plus de ces services d'hébergement de sites Web, le CDÉACF offre des adresses de courrier électronique et des listes de discussion aux organismes qui désirent être plus autonomes dans la production et la diffusion d'information. Le CDÉACF anime lui-même plusieurs listes dont certaines sont très actives. Le rapport annuel 2006-2007 recense ainsi près de quatre mille abonnements aux différentes listes (voir tableau 5.1). Ces listes permettent de réunir les acteurs concernés par les champs d'intervention du Centre et d'ouvrir des espaces de diffusion et de partage des connaissances. Leur usage facilite la création de groupes de travail destinés à favoriser les échanges et la collaboration entre ces différents acteurs. Les listes telles que *NetFemmes*, *Politik* ou *Sympa* constituent des voies de communication importantes pour le

¹⁶ <http://www.cmsimple.dk>

CDÉACF et ses partenaires (voir tableau 5.1). Nous l'avons indiqué plus tôt, la liste *NetFemmes* par exemple, s'adresse particulièrement aux militantes et aux chercheuses féministes francophones. C'est un espace où les féministes peuvent partager leurs expériences, leurs connaissances, collaborer et réfléchir ensemble.

Finalement, le CDÉACF a développé une large gamme de services, incluant un soutien technique et des formations, afin de faciliter l'usage et l'accès à ces technologies par les groupes communautaires. En collaboration avec plusieurs partenaires, notamment le groupe Communautaire, des ateliers d'apprentissage sont offerts, de même qu'un accès aux équipements à prix abordable, un soutien technique et un accès à une connexion Internet peu dispendieuse. Les formations sont réalisées dans différentes régions du Québec, par groupes d'au moins six personnes et accréditées par Emploi-Québec. Par ailleurs, depuis 2002, le CDÉACF offre gratuitement aux visiteurs un accès Internet haut débit sur cinq postes de travail situés dans ses bureaux.

Le maintien de ces dispositifs d'information et de collaboration, de même que les formations qui y sont associées démontrent le désir du CDÉACF de soutenir le milieu communautaire dans sa dynamique de réseau et sa quête de visibilité. Dans un certain sens, nous pouvons dire que les membres et bénéficiaires du CDÉACF construisent un Internet plus accessible et adapté au besoin des groupes communautaires.

5.2.2 La collaboration au quotidien

Si les collections documentaires et les services du CDÉACF reposent de plus en plus sur Internet et l'usage effectif des technologies de l'information, les employées sont également de plus en plus tributaires de ces technologies dans le cadre de leurs collaborations quotidiennes. Un questionnaire conçu et distribué dans le cadre de notre enquête auprès des employées du Centre permet d'obtenir une image assez précise des dispositifs qui soutiennent ces collaborations. Ainsi, les répondantes ont identifié 18 techniques de communication, des plus traditionnelles aux plus technologiques : réunions en face à face; téléphone; applications Web; logiciels spécifiques tels que les listes de discussion, le calendrier partagé et le journal des actualités; bases de données, bulletin interne et blogue de l'équipe (Fauteux et Rivard, 2007, p. 43). La majorité des répondantes affirment que tous ces dispositifs permettent de stimuler les échanges entre les membres, en facilitant notamment la rédaction collaborative d'un texte, le partage des idées et des

ressources, et la communication fluide et précise (Fauteux et Rivard, 2007, p.53). La plupart des répondantes ont d'abord spontanément identifié la liste de discussion interne *Charles* et le calendrier d'activités *Des nouvelles de notre monde* comme outils facilitant la communication entre le groupe. Les sites Internet et le serveur d'archives viennent ensuite, suivis par la messagerie instantanée utilisée essentiellement par les « technos » et le personnel rattaché aux collections pour la coordination de certaines activités liées à la mise à jour des sites Web. Les participantes ont cependant souligné que les réunions d'équipe sont également un important moyen de communication, ce qui nuance l'importance que nous pourrions donner aux technologies de l'information dans les processus de collaboration. Il semble en effet que c'est plutôt la cohabitation entre différents dispositifs de communication, qu'ils soient traditionnels (réunions, appels téléphoniques) ou nouveaux (listes de discussion ou sites Web interactifs), qui soutiennent l'accomplissement du travail quotidien.

La plupart des employées semblent enthousiastes et peu réfractaires à l'introduction de nouvelles technologiques. Elles insistent cependant pour dire que chaque changement technologique doit s'accompagner d'un soutien technique et d'une formation adéquate (Fauteux et Rivard, 2007, p.54-55). Ainsi, l'usage de la liste de discussion ou du calendrier partagé pour annoncer un événement relève davantage du choix personnel que d'une pratique générale. Il est rare qu'une personne utilise l'ensemble des dispositifs disponibles pour communiquer son message. Selon une employée, l'introduction de nouvelles technologies est ainsi susceptible de provoquer de la résistance de la part de l'équipe. La difficulté de changer les habitudes de travail, le temps nécessaire pour apprendre à maîtriser un nouveau logiciel et le manque de temps pour l'intégrer dans les tâches quotidiennes, sont trois principaux facteurs expliquant cet usage différencié des technologies numériques au sein de l'équipe. Malgré cela, le questionnaire diffusé auprès des employées a fait ressortir une perception positive du rôle des technologies de l'information quant aux habitudes de collaboration la qualité du travail de l'équipe (Fauteux et Rivard, 2007, p.54).

5.2.3 Logiciels libres et documentations libres

Les logiciels libres et les modèles juridiques qui s'en inspirent occupent une place importante au sein du CDÉACF et ce, sous trois aspects : l'usage de logiciels libres, l'utilisation de « licences » libres pour préciser le statut juridique de certaines unités documentaires et

finalement, l'éducation aux enjeux soulevés par le partage du savoir à l'ère numérique.

Les logiciels libres font l'objet d'une attention particulière au sein du CDÉACF. L'enquête menée par le LabCMO a permis de recenser 28 logiciels libres qui y sont utilisés. Un bon nombre de ces logiciels sont intégrés dans l'usage quotidien, notamment le navigateur Web *Mozilla Firefox*, le client de courrier électronique *Thunderbird*, la suite bureautique *OpenOffice* et le logiciel de téléchargement de fichiers *Filezilla*. Les ressources informatiques communes, telles que les serveurs de partage de fichiers, les sites Web et leurs logiciels de gestion, ainsi que les listes de discussion, sont toutes à base de logiciels libres. Par exemple, tous les serveurs et les plates-formes pour le développement Web et l'hébergement des sites reposent sur le système d'exploitation *Debian GNU/Linux*. La plupart des postes de travail sont toutefois encore équipés de système d'exploitation propriétaire, mais quelques employées utilisent *Ubuntu GNU/Linux*. L'intégration actuelle des logiciels libres dans les pratiques du CDÉACF est vraisemblablement liée au fait qu'une des employées est également une militante du logiciel libre depuis plusieurs années, ce qui permet au Centre, aux membres et aux partenaires de bénéficier de son expertise. Par ailleurs, notons que le choix d'utiliser des logiciels libres n'est qu'un choix éthique, mais est souvent justifié pour des raisons d'efficacité et de sécurité. Ainsi, la propension de certains logiciels de courriels à diffuser des virus informatiques a amené l'équipe technique à recommander systématiquement le logiciel libre *Thunderbird* aux membres hébergés par le Centre. Cette recommandation se fonde non seulement sur la facilité d'utilisation de ce logiciel, mais aussi pour ses mécanismes de sécurité vis-à-vis permettant de contrer les virus et les pourriels.

Dans le contexte de l'informatique libre se pose également la question du soutien technique et de la formation aux usagers, deux aspects qui représentent souvent des obstacles quant à l'introduction de ce type de logiciels. Au niveau de l'éducation et de la formation, le CDÉACF envisage d'offrir une formation concernant l'installation de logiciels tels que *OpenOffice*, *Thunderbird*, *Firefox* ou encore le logiciel de manipulation d'images *The GIMP*. Il consacre également des efforts à la production de documents didactiques pour faciliter l'utilisation de ces logiciels. Cela dit, certains logiciels comme *OpenOffice* jouissent de réseaux de contributeurs qui mettent déjà de nombreux tutoriels à la disposition des utilisateurs.

Par ailleurs, si le CDÉACF ne place pas la promotion du logiciel libre au centre de sa

mission, il n'hésite cependant pas à favoriser l'adoption des licences libres ou ouvertes, en particulier en ce qui concerne la documentation. Ainsi, dans la perspective d'un accès démocratique à la connaissance, le CDÉACF a pris position pour introduire les licences libres afin de diffuser la documentation numérique et imprimée. Les licences les plus souvent utilisées sont la *Gnu free documentation license*¹⁷ de même que les licences *Creative Commons*¹⁸. Ces licences misent sur le partage de la connaissance et le respect du travail intellectuel, permettant ainsi d'augmenter les collections tout en valorisant le travail des auteurs qui diffusent essentiellement sur le Web (Hackett, 2006).

Conclusion

Nous avons présenté le Centre de documentation sur l'éducation aux adultes et la condition féminine, un organisme qui joue un rôle de carrefour en se posant comme lieu d'échange et de partage entre les organismes communautaires francophones, en particulier au Québec. La reconnaissance d'une *littérature grise* originale et proprement communautaire permet de mettre en valeur des recherches, des études et d'autres documents qui ne seraient pas accessibles autrement. La mission du CDÉACF s'actualise par la mise en place d'une infrastructure physique et en ligne qui facilite l'accès à d'impressionnantes collections documentaires issues du milieu communautaire. L'hébergement des sites communautaires de même que la veille informationnelle favorisent les contributions des membres et des partenaires dans la construction d'un savoir communautaire partagé. Notons également la sensibilité qu'a développée le CDÉACF pour les enjeux initialement soulevés par les acteurs impliqués dans le mouvement ou les communautés du logiciel libre. Ainsi, le choix des logiciels libres et des licences de documentation libre favorise la circulation de la documentation produite ou hébergée par le Centre, mais également des technologies et des usages développés dans le cadre de ses activités.

Le CDÉACF se distingue des militants du code, comme Koumbit, Île sans Fil voire même Communautaire, par le fait que sa mission n'aborde pas explicitement la politisation des infrastructures et du développement technologique. Dans la pratique cependant, on voit que cet organisme s'appuie de plus en plus sur des technologies libres et sur les modèles juridiques,

17 <http://www.gnu.org/licenses/fdl.html>

18 <http://creativecommons.org/>

comme la documentation libre, pour réaliser sa mission. Plus important encore est sans doute le travail minutieux du CDÉACF qui consiste à rendre accessible des milliers des documents, autant en ligne qu'en format papier. C'est à notre avis ce désir du CDÉACF d'encourager l'accès aux connaissances et la démocratisation du savoir qui lui donne un rôle de premier plan, à la fois comme acteur du monde communautaire et comme porteur d'un militantisme propre à l'ère numérique. C'est en effet sous l'angle du *partage des savoirs communautaires* que l'on peut le mieux apprécier la place du CDÉACF dans notre étude de l'action communautaire à l'ère du numérique.

Bibliographie

- Fauteux, Stéphane et Maryse Rivard. 2007. *Pratiques collaboratives au sein des groupes communautaires à l'heure de l'économie sociale et de la société du savoir. Rapport d'observation du Centre de documentation et d'éducation des adultes et la condition féminine*, Rapport de recherche du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO), Université du Québec à Montréal et Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Montréal, 95 p.
- Hackett, Sharon. 2006. « Les documents, une richesse à partager ». *Le savoir et le savoir-faire : des richesses à partager*. En ligne.
<http://alphacdeacfca/les_pratiques/index.php?lire=17>. Consulté le 10 juillet 2007.
- Jochems, Sylvie, Katherine Macnaughton-Osler, et Marie-Claude Laberge. 2007. « Surfer sur la mer de l'information ou comment garder le cap sans se noyer. Les pratiques informationnelles des groupes de femmes dans la société de l'information : rapport de recherche-action sur les besoins et les pratiques des membres du CDÉACF ». En ligne. 77 p. <http://bv.cdeacfca/CF_PDF/101975.pdf>. Consulté le 6 septembre 2007.
- CDÉACF. 2005a. « Plan stratégique 2004-2008 ». En ligne.
<<http://www.cdeacf.ca/pdf/planif2004-2005.pdf>>. Consulté le 10 juillet 2007.
- CDÉACF. 2005b. « Rapport annuel 2004-2005 ». En ligne.
<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/collectionEA/90896_rapport2004-2005.pdf>. Consulté le 24 septembre 2007.
- CDÉACF. 2005c. *Bulletin Horizon Alpha*, vol 3, nu. 27-28.
<<http://dada.cdeacf.ca/dada/mail.cgi/archive/ea-info/20051012174734>>. Consulté le 2 octobre 2007.
- CDÉACF. 2007. « Rapport annuel 2006-2007 ». En ligne.
<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/collectionEA/90896_rapport2006-2007.pdf>. Consulté le 24 septembre 2007.
- Proulx, Serge, et Nicolas Lecompte. 2006. « Une monographie de Communautaire : portrait d'une organisation québécoise orientée vers l'appropriation sociale des technologies de l'information et de la communication en milieu communautaire ». En ligne.
<<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/84786.pdf>>. Consulté le 28 septembre 2007.